

tous" doit faire place à une exploitation soigneusement planifiée; le pouvoir du capital doit être augmenté grâce à la sagesse du gouvernement. Que dans les mêmes conditions la concurrence procède ici de façon à se soutenir elle-même, et qu'ailleurs ce soit la "sagesse" du gouvernement, comme actuellement en ALLEMAGNE, qui liquide des capitalistes juifs, ou comme en AMERIQUE qui liquide les entreprises plus faibles, ceci est à la base de tous les arguments contre une réglementation centrale. Car ceux qui sont en faveur de l'encouragement de la concurrence savent fort bien que "l'élimination" de la concurrence est une autre forme de concurrence qui fait d'eux des sacrifiés.

Contrairement à ce qui est arrivé au sage Ben Akiba, rien n'apparaît deux fois. Ceux qui croient que la nouvelle dépression va immédiatement réchauffer un peu plus les inconséquences du "New-Deal" se trompent. Ceux qui croient en une "seconde" révolution Roosevelt, "sans effusion de sang, en faveur des masses", seront désillusionnés comme l'a été Roehm quand Hitler le lui a fait croire. Car les mesures appliquées par l'administration de Roosevelt ont été dépensées jusqu'ici sans utilité. Des mesures plus rigoureuses doivent suivre, mais plus dans la vieille direction, car aussi longtemps qu'il est possible de "s'attaquer aux affaires", le gouvernement peut appliquer la formule: diviser pour régner. Mais quand affaires et gouvernement deviennent de plus en plus identiques, le gouvernement devrait s'attaquer lui-même. Il oubliera donc la division et saura seulement régner. Tristement le professeur L. Robbins de l'"Ecole Economique" de LONDRES, déclare dans "Annalist":

"Dans la plupart des cas, les vrais expédients qui ont été adoptés dans la dernière dépression, ont empiré la capacité de résister à une nouvelle dépression. Dépréciation de la monnaie, budgets déséquilibrés, vastes programmes de travaux publics, sont les mesures à l'aide desquelles le travail a été stimulé dans le passé récent. Et il est clair que ces mesures ne peuvent pas être appliquées indéfiniment. Par conséquent, la position actuelle n'est pas stable; et il faut s'attendre à un rebondissement d'une longue crise, avec des conséquences vraiment graves. Il n'est pas exagéré d'affirmer que le sort des institutions démocratiques est dans les mains de ceux qui ont en leur pouvoir de faire revivre la confiance." -ce qui veut dire dans les mains du gouvernement. Mais la réponse ne réside pas dans la direction qu'espère le professeur Robbins. Comme l'a remarqué récemment Roosevelt, les forces démocratiques seront à la fin forcées de "prendre la place de dictature".